GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1879 | **ROMA** — SABATO 13 SETTEMBRE | **NUM. 215**

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno . . „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti . . .	ROMA . . . . „	9	17	32
	Per tutto il Regno . . „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

Avvertenze. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via della Missione, n° 3-A; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: Roma, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il N. **5061** (*Serie 2a*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione stipulata fra l'Italia, il Belgio, la Francia, la Grecia e la Svizzera, il 5 novembre 1878, all'accordo e al protocollo ivi firmati nel giorno stesso fra le stesse Parti contraenti, nonchè all'atto addizionale firmato a Parigi fra le stesse Parti contraenti il 20 giugno 1879.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° agosto 1879.

UMBERTO.

B. Cairoli.
B. Grimaldi.

Visto — *Il Guardasigilli*
Varè.

CONVENTION

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi des Hellènes et la Confédération Suisse,

Désirant maintenir l'Union monétaire établie entre les cinq Etats, et reconnaissant la nécessité d'apporter à la Convention du 23 décembre 1865 les modifications réclamées par les circonstances, ont résolu de conclure, à cet effet, une nouvelle Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le comte Charles Rusconi, Référendaire au Conseil d'Etat, M. le commandeur César Baralis, Directeur de la Monnaie de Milan, et M. le chevalier Ressman, Secrétaire de Légation de première classe;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Eudore Pirmez, membre de la Chambre des Représentants, M. Auguste Garnier, Conseiller de la Légation de Belgique à Paris, et M. A. Sainctelette, Commissaire des Monnaies;

Le Président de la République Française, M. Léon Say, Ministre des finances, M. Jagerschmidt (Charles), Ministre plénipotentiaire, M. Musnier de Pleignes (Paul Auguste Gabriel), Directeur général des fonds au Ministère des finances; M. Ruau (Jean-Louis-André), Directeur de l'administration des monnaies et médailles;

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Nicolas P. Delyanni, Chargé d'affaires de Grèce à Paris;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, M. Feer-Herzog (Charles), membre du Conseil national Suisse, et M. Lardy (Charles-Edouard), Conseiller de la Légation Suisse à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. La Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse demeurent constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le titre, le poids, le diamètre et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Art. 2. Les types des monnaies d'or frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes sont ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit:

Nature des pièces		Titre		Poids		Diamètre
		titre droit	tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	poids droit	tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans	
	francs	millièmes	millièmes	grammes	millièmes	millimètres
Or......	100			32,258 06	1	35
	50			16,129 03		28
	20	900	1	6,451 61		21
	10			3,225 80	2	19
	5			1,612 90	3	17

Les Gouvernements contractants admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des cinq Etats, sous

réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1[2 p. 0[0 au dessous des tolérances indiquées plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 3. Le type des pièces d'argent de cinq francs frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes est déterminé, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit:

Nature des pièces		Titre		Poids		Diamètre
		titre droit	tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	poids droit	tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans	
	francs	millièmes	millièmes	grammes	millièmes	millimètres
Argent....	5	900	2	25	3	37

Les Gouvernements contractants recevront réciproquement dans leurs caisses publiques les dites pièces d'argent de cinq francs, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. 0[0 au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes que dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après:

Nature des pièces		Titre		Poids		Diamètre
		titre droit	tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	poids droit	tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans	
	fr. c.	millièmes	millièmes	grammes	millièmes	millimètres
Argent.	2 00	835	3	10 00	5	27
	1 00			5 00		23
	0 50			2 50	7	18
	0 20			1 00	10	16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 0[0 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Art. 5. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'Etat qui les a émises, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque payement. L'Etat qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

Art. 6. Les caisses publiques de chacun des cinq Etats accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres Etats contractants conformément à l'art. 4, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque payement fait aux dites caisses.

Art. 7. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres Etats les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre un égale valeur de monnaie courante en pièces d'or ou d'argent fabriquées dans les conditions des articles 2 et 3, à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à 100 francs. Cette obligation sera prolongée pendant une année à partir de l'expiration de la présente Convention.

Art. 8. Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres Etats contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent.

Ces monnaies seront admises de nouveau dans les caisses publiques des autres Etats contractants, dès que le régime du cours forcé du papier-monnaie aura été supprimé en Italie.

Il est entendu que, lorsque les operations relatives au retrait de la circulation internationale des monnaies italiennes d'appoint en argent auront été terminées, l'application des dispositions de l'article 7 sera suspendue à l'égard de l'Italie.

Art. 9. Le monnayage des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2, à l'exception de celui des pièces de 5 francs d'or qui demeure provisoirement suspendu, est libre pour chacun des Etats contractants.

Le monnayage des pièces de 5 francs d'argent est provisoirement suspendu. Il pourra être repris lorsqu'un accord unanime se sera établi, à cet égard, entre tous les Etats contractants.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondant à 6 francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque Etat, est fixé:

Pour la Belgique, à. . . . . 33,000,000 f
Pour la France et l'Algérie, à . . . 240,000,000
Pour la Grèce, à. 10,500,000
Pour l'Italie, à 170,000,000
Pour la Suisse, à. 18,000,000

Seront imputées sur les sommes ci-dessus les quantités déja émises jusqu'à ce jour par les Etats contractants.

Art. 11. Le millésime de fabrication sera inscrit, en conformité rigoureuse avec la date du monnayage, sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les cinq Etats.

Art. 12. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, ainsi que toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leur espèces d'or et d'argent, et spécialement de tout ce qui parviendrait à leur connaissance au sujet de la contrefaçon ou de l'altération de leurs monnaies dans les pays faisant ou non partie de l'Union, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues; ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les contrefaçons et les altérations, les faire reprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement.

Ils prendront, en outre, les mesures nécessaires pour mettre obstacle à la circulation des monnaies contrefaites ou altérées.

Art. 13. Toute demande d'accession à la présente Convention, faite par un Etat qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, ne peut être accueillie que du consentement unanime des Hautes Parties contractantes.

Art. 14. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 15. La présente Convention, exécutoire à partir du 1er janvier 1880, restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite récon-

duction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

Art. 16. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signés:* Rusconi.
(L. S.) Baralis.
(L. S.) Ressman.
(L. S.) Eudore Pirmez.
(L. S.) Garnier.
(L. S.) Ad. Sainctelette.
(L. S.) Léon Say.
(L. S.) Ch. Jagerschmidt.
(L. S.) P. Musnier de Pleignes.
(L. S.) L. Ruau.
(L. S.) N. P. Delyanni.
(L. S.) Feer-Herzog.
(L. S.) Lardy.

Arrangement *relatif à l'exécution de l'article* 8 *de la Convention monétaire du* 5 *novembre* 1878.

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, ayant résolu d'un commun accord d'exécuter, ayant l'entrée en vigueur de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq Etats, les dispositions contenues dans le paragraphe premier de l'article 8 de ladite Convention, dispositions ainsi conçues:

« Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à cinq francs, les autres Etats contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent. »

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le retrait des monnaies italiennes de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, qui existent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, devra être achevé le 31 décembre 1879.

A partir de cette date ces monnaies cesseront d'être reçues dans les caisses publiques des Etats susmentionnés.

Art. 2. Les pièces retirées de la circulation en Belgique, en Grèce, en Suisse, seront, dans le mois qui suivra la clôture du retrait, remises au Gouvernement français, qui, se chargeant de les centraliser pour les transmettre au Gouvernement italien, en effectuera le remboursement, au comptant, aux Gouvernements des trois Etats précités, en y ajoutant les frais.

Art. 3. Le compte des pièces retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse sera arrêté, entre la France et l'Italie, au 31 janvier 1880.

Les Gouvernements français et italien ayant évalué le montant des pièces divisionnaires italiennes existant dans les quatre Etats à la somme de 100 millions, dont 13 millions en Belgique, en Grèce et en Suisse, et 87 millions en France, ce compte comprendra, d'abord, jusqu'à concurrence de 13 millions au *maximum*, les pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, et, jusqu'à concurrence de 87 millions au *maximum*, les pièces retirées de la circulation en France.

Il comprendra ensuite, et séparément, l'excédant de ces sommes, s'il y a lieu.

Ladite somme de 100 millions et l'excédant éventuel prévu au paragraphe précédent seront portés au débit du Gouvernement italien dans un compte courant dont les intérêts seront réglés au taux de 3 pour cent l'an, payables en numéraire, à partir du jour où les pièces retirées auront cessé d'avoir cours dans les quatre Etats.

Art. 4. Le Gouvernement français transmettra au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera sur la frontière française ou à Civitavecchia, les pièces qui auront été centralisées conformément aux articles précédents. Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse seront comprises dans ces envois jusqu'à concurrence de 13 millions, et celles provenant de la France jusqu'à concurrence de 87 millions.

Art. 5. Le remboursement par le Gouvernement italien des pièces qui lui auront été remises jusqu'à concurrence de 100 millions, formant la première partie du compte prévu à l'article 3, aura lieu à Paris. Il s'effectuera, soit en or, soit en pièces de cinq francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera dans les conditions suivantes:

1° Au comptant:

Pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse . . . Fr.	13,000,000	30,000,000
Pièces provenant de la France	17,000,000	
2° Dans le courant de l'année 1881 . . . . Fr.		23,300,000
Dans le courant de l'année 1882 . . . »		23,300,000
Dans le courant de l'année 1883 . . . »		23,400,000
Total . . Fr.		100,000,000

Le Gouvernement italien se réserve, d'ailleurs, la faculté de se libérer par anticipation.

Art. 6. S'il s'est produit des excédants de retrait en sus des 13 et 87 millions dont il est question aux articles 3 et 4, les pièces composant ces excédants seront tenues à la disposition du Gouvernement italien, qui en remettra la contre-valeur au comptant lorsqu'il en prendra livraison.

Il est toutefois entendu que la livraison et le remboursement s'effectueront au plus tard en même temps que la dernière des annuités spécifiées à l'article 5.

Dans le cas où, au contraire, la totalité des pièces retirées n'atteindrait pas la somme de 100 millions, la diminution dans les payements à effectuer portera sur la dernière des annuités ci-dessus spécifiées.

Art. 7. Le Gouvernement italien s'engage, conformément à sa déclaration énoncée au paragraphe 1er de l'article 8 de la Convention monétaire conclue en date de ce jour, à retirer de la circulation et à détruire, au plus tard dans les six mois qui suivront la remise de la totalité des pièces divisionnaires visées à l'article 5, la totalité de ses coupures de papier inférieures à cinq francs. Il s'engage, en outre, en vue de retablir définitivement sa circulation métallique, à n'en point émettre de nouvelles.

En exécution de l'article 12 de la Convention monétaire précitée, le Gouvernement italien communiquera aux autres Gouvernements de l'Union un état des retraits et des destructions qu'il aura effectués, et ce dans le délai de quatre mois après l'accomplissement de ces opérations.

Art. 8. Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que la première des annuités spécifiées à l'article 5, les frais de toute nature, y compris les frais de transport à la frontière, auxquels donneront lieu les opérations prévues par le présent arrangement, ces frais ne pouvant, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

Art. 9. Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Paris, en même temps que celles de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq Etats.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signés:* RUSCONI.
(L. S.) BARALIS.
(L. S.) RESSMAN.
(L. S.) EUDORE PIRMEZ.
(L. S.) GARNIER.
(L. S.) AD. SAINCTELETTE.
(L. S.) LÉON SAY.
(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.) P. MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.) L. RUAU.
(L. S.) N. P. DELYANNI.
(L. S.) FEER-HERZOG.
(L. S.) LARDY.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés de S. M. le Roi d'Italie et du Président de la République Française, voulant fixer, d'un commun accord, le sens précis des mots « au comptant » insérés aux articles 5 e 6 du dit arrangement, ont, au nom de leurs Gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit:

1° En ce qui concerne l'article 5:

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des 13 millions de francs représentant le montant des pièces divisionnaires provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, s'effectuera dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880;

Le remboursement des 17 millions de francs, représentant le montant des pièces provenant de la France, s'effectuera dans le courant de l'année 1880.

2° En ce qui concerne l'article 6:

Le remboursement au comptant de la somme représentant la contre-valeur des pièces composant l'excédant éventuel de 100 millions s'effectuera, comme il est stipulé à l'article 5, à Paris, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur l'arrangement monétaire auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signés:* RUSCONI.
(L. S.) C. BARALIS.
(L. S.) RESSMAN.
(L. S.) LÉON SAY.
(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.) P. MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.) RUAU.

ACTE ADDITIONNEL *à l'arrangement relatif à l'exécution de l'article* 6 *de la Convention monétaire du* 5 *novembre* 1878.

Les Gouvernements signataires de la Convention monétaire conclue à Paris le 5 novembre 1878 ayant cru devoir laisser à l'Italie la faculté d'ajourner, à l'époque qu'elle jugerait convenable, la suppression des coupures divisionnaires des papier inférieures à 5 francs, prévue à l'article 8 de la dite Convention.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les pièces italiennes d'appoint en argent, retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, et centralisées par le Gouvernement français, conformément à l'article 2 de l'arrangement annexe à la Convention monétaire du 5 novembre 1878, seront tenues à la disposition du Gouvernement italien.

Le compte de ces pièces sera arrêté entre la France et l'Italie au 31 janvier 1880.

Art. 2. Le Gouvernement français transmettra ces pièces au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera, sur la frontière française ou à Civitavecchia.

Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, dont le montant est évalué à la somme de 13 millions, seront transmises, jusqu'à concurrence de la dite somme, dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880.

Le solde des pièces retirées, d'après le compte arrêté entre la France et l'Italie, sera transmis dans les six premiers mois de la même année 1880.

Art. 3. Le remboursement par le Gouvernement italien, des pièces qui lui auront été remises, s'effectuera, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera aux époques suivantes:

1° Dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880, la somme de 13 millions, représentant la contre-valeur des pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse;

2° Dans le courant de l'année de 1880, une somme de 17 millions;

3° Dans le courant de chacune des années 1881, 1882 et 1883, le tiers de la somme représentant le solde du montant des pièces rétirées; la dite somme portant un intérêt *maximum* de 3 p. 0[0 l'an, payable, en numéraire, à partir du jour de la remise des pièces.

Le Gouvernement italien se réserve d'ailleurs la faculté de se libérer par anticipation.

Art. 4. Dans le cas où le Gouvernement italien manifesterait le désir d'ajourner la réception des pièces autres que les 13 millions provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, le Gouvernement français, sur l'avis qui lui en sera donné avant le 31 décembre 1879, s'engage à les garder, en totalité ou en partie, pour les tenir, à toute époque, à la disposition du Gouvernement italien jusqu'aux échéances fixées par l'article précédent pour le remboursement; et ce moyennant un intérêt *maximum* de 1 1[2 p. 0[0, payable en numéraire à partir du premier janvier 1880 jusqu'au jour de la livraison des pièces.

Art. 5. La circulation effective, tant en monnaies d'appoint en argent, qu'en coupures de papier inférieures à cinq francs, ne pourra pas dépasser le chiffre de six francs par habitant, stipulé à l'article 10 de la Convention du 5 novembre 1878.

En conséquence les pièces qui auront été remises au Gouvernement italien, ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 4 du présent acte, ne seront livrées à la circulation que pour servir à l'échange des coupures de papiers inférieures à cinq francs, lors de la suppression légale des dites coupures.

Art. 6 Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que le solde du montant des pièces qui lui auront été remises, les frais de toute nature, y compris les frais de transport à la frontière, auxquels donneront lieu les opérations prévues par le présent acte additionnel, ainsi que par les articles 1 et 2 de l'arrangement annexe à la Convention du 5 novembre 1878; ces frais ne pourront, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

Art. 7. Le présent acte additionnel est destiné à remplacer les articles 3, 4, 5, 6, 7 ed 8 de l'arrangement du 5 novembre 1878

dans le cas où le Gouvernement italien en reclamerait l'application au moment de l'échange des ratifications de la dite Convention.

Art. 8. Le présent acte additionnel à l'arrangement monétaire du 5 novembre 1878 sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, en même temps que celles du dit arrangement.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé le présent acte additionnel, qu'il ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 juin 1879.

(L. S.) . SCOTTI.
(L. S.) MALVANO.
(L. S.) EUDORE PIRMEZ.
(L. S.) GARNIER.
(L. S.) LÉON SAY.
(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.) MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.) N. ROAU.
(L. S.) N. S. DELYANNI.
(L. S.) KERN.

NB. — Lo scambio delle ratifiche della Convenzione monetaria e del relativo accordo ed atto addizionale venne eseguito in Parigi, addì 1° agosto 1879.

Il Num. **5062** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. È approvata ed avrà il suo pieno effetto la dichiarazione, firmata a Parigi il 1° agosto 1879 successivamente allo scambio delle ratifiche della Convenzione monetaria internazionale del 5 novembre 1878, all'oggetto di accertare la volontà del Nostro Governo di reclamare l'applicazione dell'atto addizionale del 20 giugno 1879.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Monza, addì 27 agosto 1879.

UMBERTO.

B. CAIROLI.
B. GRIMALDI.

Visto — *Il Guardasigilli*
VARÈ.

PROCÈS-VERBAL.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa Majesté le Roi des Belges, du Président de la République Française, de Sa Majesté le Roi des Hellènes et du Conseil fédéral de la Confédération Suisse, sur la Convention monétaire et l'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de cette Convention, signée, le 5 novembre 1878, entre l'Italie, la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse, ainsi que sur l'acte additionnel au dit arrangement, signé, le 20 juin 1879, entre les mêmes Etats,

L'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, muni à cet effet des pouvoirs et instructions nécessaires, déclare que son Gouvernement, usant du droit que lui confère l'article 7 de l'Acte additionnel du 20 juin 1879, réclame l'application de cet Acte additionnel.

Les Représentants des autres Puissances contractantes ayant pris acte de la déclaration de l'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, il demeure convenu que l'Acte additionnel du 20 juin 1879 remplacera les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrangement annexe du 5 novembre 1878, lesquels articles devront être considérés comme étant définitivement annulés.

Les Instruments de ratification ayant été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Procès-Verbal, en cinq expéditions, qu'ils ont revêtues du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 1er août 1879.

(Seguono le firme).

Il N. **5068** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto in data del 14 gennaio 1877, numero 3635 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Il servizio gabellario nella provincia di Brescia è diviso in tre ispezioni, cioè, una

A Brescia colla circoscrizione sui circondari di Brescia, Chiari e Verolanova;

A Breno colla circoscrizione sul circondario omonimo, e

A Salò colla circoscrizione su quel circondario.

Art. 2. Il servizio gabellario nella provincia di Como è diviso in quattro ispezioni, cioè, una

A Como colla circoscrizione sul circondario di Lecco, sui mandamenti I e II di Como, di Erba, Cantù ed Appiano, meno il comune di Binago, e sui comuni di Parè, Drezzo, Geronico e Grandate del III mandamento di Como;

A Varese colla circoscrizione sui mandamenti di Varese, Angera, Gavirate e Tradate, e sui comuni di Ronago, Serafino, Somazzo, Bizzarone, Casanova, Rodero, Uggiate del III mandamento di Como, di Binago del mandamento di Appiano, e di Cazzone, S. Andrea, Gaggiolo, Clivio, Saltrio, Viggiù, Arcisate, Besano, Porto Ceresio e Casamoro del mandamento di Arcisate;

A Luino colla circoscrizione sui mandamenti di Cuvio, Luino, Maccagno, e sui comuni di Brusimpiano, Lavena, Ponte Tresa, Somneggio e Ghirla del mandamento di Arcisate;

A Menaggio colla circoscrizione sui mandamenti di Bellagio, Menaggio, Castiglione d'Intelvi, Porlezza, Bellano, Dongo e Gravedona.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Monza, addì 31 agosto 1879.

UMBERTO.

B. GRIMALDI.

Visto — *Il Guardasigilli*
VARÈ.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero dell'Interno:*

Con R. decreto del 13 luglio 1879:

Marsiaj comm. avv. Giuseppe, direttore capo di divisione di 3ª cl. nel Ministero dell'Interno, nominato ispettore centrale di 1ª classe nel Ministero stesso.

Con R. decreto del 29 giugno 1879:

Bilardi sacerdote Giovanni, già applicato di 4ª classe negli Archivi di Stato di Napoli, collocato a riposo dietro sua domanda.

Con RR. decreti del 14 agosto 1879:

Reggio marchese comm. avv. Benedetto, prefetto di 3ª classe, in aspettativa per motivi di salute, collocato in disponibilità;

Paganini dott. Achille, alunno di 1ª categoria nell'Amministrazione provinciale, nominato sottosegretario nell'Amministrazione medesima;

Ascoli dott. Lionello, id. id., id. id.;

Moscani Luigi, già segretario di 3ª classe id., collocato a riposo dietro sua domanda;

Pio Gio. Battista, archivista di 4ª classe id., id. id.;

Tognoli dott. Pietro, segretario di 1ª classe id., destituito dallo impiego;

Pistilli Gregorio, ufficiale d'ordine di 1ª classe id., collocato in aspettativa per motivi di salute.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che dalle ispezioni ordinate dal Ministero di Agricoltura è rimasta accertata la esistenza della fillossera nel giardino del signor Antonio Gavazzi ed in vigneti alle falde del Monte Barro, nella località detta *Cabianca*, in comune di Valmadrera;

Visto il verbale dell'adunanza del 28 agosto 1879 della Commissione ampelografica della provincia di Como, sotto la presidenza del presidente del Comitato centrale ampelografico, ed alla quale adunanza hanno preso parte il prefetto della provincia di Como, il sottoprefetto di Lecco, il direttore della Stazione entomologica e due ispettori incaricati della ricerca della fillossera;

Vista la lettera *a)* dell'art. 2 della legge del 3 aprile 1879, numero 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Decreta:

Art. 1. A cura del prefetto della provincia di Como, ed a mezzo degli ispettori Ministeriali incaricati della ricerca della fillossera, sarà delimitata la zona del comune di Valmadrera infetta dalla fillossera. I limiti della infezione saranno segnati con pali portanti bandiere rosse.

Art. 2. Fino a nuova disposizione è vietato di trasportare dalla zona infetta viti, parti di esse, prodotti della vite, eccetto il vino, pali tutori o sostegni, d'ogni sorta, della vite, concimi vegetali o misti, piante, parti vive di piante di qualsivoglia specie, eccezione fatta per le frutta, semprechè non sieno accompagnate da foglie.

Art. 3. Ove dalle investigazioni che si stanno eseguendo venisse a risultare la presenza della fillossera in altre località, oltre quelle di sopra menzionate, il prefetto della provincia di Como è autorizzato ad applicare alle località stesse le disposizioni di cui nel presente decreto.

Art. 4. I trasgressori delle prescrizioni di cui sopra incorreranno in una multa da lire 51 a 500, a termini dell'art. 7 della legge del 3 aprile 1879.

Il prefetto della provincia di Como è incaricato della esecuzione del presente decreto, il quale, a cura del prefetto stesso, verrà affisso nel comune di Valmadrera ed inserito nel Bollettino degli Atti ufficiali della provincia.

Dato a Roma, addì 2 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che dalle ispezioni eseguite è rimasta accertata la presenza della fillossera in tre punti del comune di Agrate Brianza, e propriamente nel vigneto adiacente al giardino del marchese Gioachino D'Adda-Salvaterra, dott. Giuseppe Fè, D. Pietro Magni, cappellano, marchese d'Adda;

Visti i dispacci 4 settembre del prefetto di Milano, e 5 settembre corrente del Direttore dell'Agricoltura;

Vista la lettera *A* dell'articolo 2 della legge 3 aprile 1879, numero 4810 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Decreta:

Art. 1. A cura del prefetto della provincia di Milano, ed a mezzo degli ispettori Ministeriali incaricati della ricerca della fillossera, sarà delimitata la zona del comune di Agrate Brianza (circondario di Monza) infetta dalla fillossera. I limiti della infezione saranno segnati con pali portanti bandiere rosse.

Art. 2. Fino a nuova disposizione è vietato di trasportare dalla zona infetta viti, parti di esse, prodotti della vite, eccetto il vino, pali tutori o sostegni, di ogni sorta, della vite, concimi vegetali o misti, piante e parti vive di piante di qualsivoglia specie, eccezione fatta per le frutta, sempre che non siano accompagnate da foglie.

Art. 3. Ove dalle investigazioni che si stanno eseguendo venisse a risultare la presenza della fillossera in altre località, oltre quelle di sopra menzionate, il prefetto della provincia di Milano è autorizzato ad applicare alle località stesse le disposizioni di cui nel presente decreto.

Art. 4. I trasgressori delle prescrizioni di cui sopra incorreranno in una multa da lire 51 a 500, a termini dell'articolo 7 della legge del 3 aprile 1879.

Il prefetto della provincia di Milano è incaricato della esecuzione del presente decreto, il quale, a cura del prefetto stesso, verrà affisso nel comune di Agrate Brianza ed inserito nel Bollettino degli Atti ufficiali della provincia.

Dato a Roma, addì 6 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in un vigneto annesso al giardino del signor Antonio Gavazzi, ed in un vigneto alle falde del Monte Barro, nella località detta *Cabianca*, nel territorio del comune di Valmadrera, in provincia di Como;

Visto l'art. 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione della parte riconosciuta infetta del vigneto, annesso al giardino del signor Antonio Gavazzi, e della parte infetta del vigneto alle falde del Monte Barro, nella località detta *Cabianca*, in comune di Valmadrera, e l'applicazione del solfuro di carbonio con i mezzi e nei modi tendenti ad ottenere l'estinzione completa della fillossera nel più breve termine possibile.

Art. 2. La distruzione od il semplice trattamento al solfuro di

carbonio potrà, a giudizio del delegato governativo, di cui all'articolo 4, essere estesa a quella zona di sicurtà che egli riconosce necessaria per raggiungere l'intento di cui sopra. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree; può però il delegato anzidetto, ove ne avverta il bisogno, nell'interesse della buona riuscita dell'operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 3. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 4. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 5. Il prefetto della provincia di Como è incaricato di curare l'esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1879, n. 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per l'esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 6. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia di Como, in relazione dell'art. 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810.

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in una vigna ed in un orto del cappellano don Pietro Magni, della estensione di 2|3 di ettaro circa, cinti da muro, nel comune di Agrate Brianza, in provincia di Milano;

Visto l'art. 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione della parte riconosciuta infetta della vigna e dell'orto del cappellano don Pietro Magni, e l'applicazione del sulfuro di carbonio con i mezzi e nei modi tendenti ad ottenere la estinzione completa della fillossera nel più breve termine possibile. La distruzione od il semplice trattamento al solfuro di carbonio potranno, a giudizio del delegato governativo, di cui all'articolo 3, essere estesi a quella zona di sicurtà che egli reputerà necessaria per raggiungere l'intento di cui sopra. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree; può però il delegato governativo, ove ne avverta il bisogno, nello interesse della buona riuscita della operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 2. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 3. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 4. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare l'esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1979, n. 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per l'esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 5. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia, in relazione all'articolo 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810 (Serie 2ª).

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in una vigna ed in un orto del signor Giuseppe Fè, di Milano, della estensione di circa ettari 1, cinti di muro, nel comune di Agrate Brianza, in provincia di Milano;

Visto l'articolo 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione della parte riconosciuta infetta dalla fillossera della vigna e dell'orto del signor Giuseppe Fè;

La distruzione od il semplice trattamento al solfuro di carbonio potranno, a giudizio del delegato governativo, di cui all'art. 3, essere estesi a quella zona di sicurtà che egli reputerà necessaria per raggiungere l'intento di cui sopra. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree; può però il delegato governativo, ove ne avverta il bisogno, nello interesse della buona riuscita della operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 2. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 3. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 4. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare la esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1879, num. 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per l'esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 5. Il presente decreto sarà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia, in relazione all'art. 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810 (Serie 2ª).

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera nella vigna della marchesa Melzi-Soragni, nel comune di Agrate Brianza, in provincia di Milano;

Visto l'articolo 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione della parte riconosciuta infetta dalla fillossera della vigna della marchesa Melzi-Soragni, e l'applicazione del solfuro di carbonio con i mezzi e nei modi tendenti ad ottenere la completa distruzione della fillossera nel più breve termine possibile.

La distruzione od il semplice trattamento al solfuro di carbonio potranno, a giudizio del delegato governativo, di cui all'art. 3, essere estesi a quella zona di sicurtà che egli reputerà necessaria per raggiungere l'intento di cui sopra. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree; può però il delegato governativo, ove ne avverta il bisogno, nello interesse della buona riuscita dell'operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 2. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 3. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 4. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare la esecuzione dell'articolo 3 della legge 3 aprile 1879, numero 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per lo esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 5. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia, in relazione all'articolo 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810.

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: AMADEI.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in una vigna piccolissima del signor Giuseppe Fè, denominata *Il Cascinettone*, cinta da muro, nel comune di Agrate Brianza, provincia di Milano;

Visto l'articolo 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione totale della sopradetta vigna e l'applicazione del solfuro di carbonio con i mezzi e nei modi tendenti ad ottenere la estinzione completa della fillossera nel più breve termine possibile. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree, però può il delegato di cui all'art. 3, ove ne avverta il bisogno, nell'interesse della buona riuscita dell'operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 2. Fino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 3. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 4. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare l'esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1879, n. 4810 (Serie 2ª), e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per l'esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 5. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia, in relazione all'art. 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810.

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: Amadei.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in una vigna del parroco di Agrate Brianza, dell'estensione di 1|3 di ettaro, in quel comune, provincia di Milano;

Visto l'art. 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La distruzione totale della detta vigna e l'applicazione del solfuro di carbonio coi mezzi e nei modi tendenti ad ottenere la completa distruzione della fillossera nel più breve termine possibile. Dalla distruzione sono escluse le piante arboree; può però il delegato, di cui all'art. 3, ove ne avverta il bisogno, nell'interesse della buona riuscita dell'operazione, disporre la distruzione di alcune od anche di tutte le piante stesse.

Art. 2. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona distrutta.

Art. 3. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 4. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare la esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1879, n. 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per l'esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 5. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed all'Amministrazione della provincia, in relazione all'art. 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810.

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: Amadei.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto che è rimasta accertata la presenza della fillossera in un vigneto del marchese Gioacchino D'Adda Salvaterra, della estensione di circa ettari 1 2/3, cinto da muro e da fitta siepe, nel comune di Agrate-Brianza, circondario di Monza;

Visto l'art. 2 della legge 3 aprile 1879, n. 4810;

Sulla proposta del Direttore dell'Agricoltura,

Ordina:

Art. 1. La inondazione della vigna del marchese Gioacchino D'Adda Salvaterra nel comune di Agrate-Brianza.

Art. 2. La durata dell'inondazione è determinata dal delegato, di cui all'art. 4, al quale è affidata la direzione dell'operazione. Con altro decreto verrà stabilito se e quali altre operazioni di disinfezione occorrono.

Art. 3. Sino a nuova disposizione è interdetta ogni coltura nella zona inondata.

Art. 4. L'applicazione del provvedimento di cui sopra sarà fatta sotto la direzione di un delegato speciale del Ministero di Agricoltura.

Art. 5. Il prefetto della provincia di Milano è incaricato di curare la esecuzione dell'art. 3 della legge 3 aprile 1879, n. 4810, e di far prestare al delegato governativo ogni aiuto per lo esatto adempimento dell'incarico che gli viene affidato.

Art. 6. Il presente decreto verrà presentato alla Corte dei conti ed alla Amministrazione della provincia, in relazione all'articolo 5 della legge 3 aprile 1879, n. 4810.

Dato a Roma, addì 11 settembre 1879.

Per il Ministro: Amadei.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Avviso di concorso.

Essendo vacante nel R. Istituto di belle arti di Parma un posto di aggiunto al professore di disegno, coll'annuo stipendio di lire duemila, s'invitano coloro che desiderassero concorrere al suddetto posto a presentare a questo Ministero, non più tardi del giorno 30 settembre corrente, la loro domanda in carta bollata da una lira, corredata dei titoli sufficienti a dimostrare la loro capacità a quell'insegnamento.

Il vincitore del concorso sarà eletto per un biennio, passato il quale potrà essere confermato stabilmente.

Roma, 2 settembre 1879.

Per il Provveditore Capo per l'Istruzione Artistica
O. Ciacchi.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifica d'intestazione (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: n. 169090 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al num. 52490 della soppressa Direzione di Milano), per lire 450, al nome di *Ferrari* Giuseppe fu Carlo Gerolamo di Milano; num. 169091 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al num. 52491 della soppressa Direzione di Milano), per lire 450, a favore del suddetto, e numero 156094 (corrispondente al num. 39494 della Direzione di Milano), per lire 40, a favore di *Ferrari* Anna, minorenne, rappresentata dal di lei padre Giuseppe, di Milano, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a *Ferrario* Giuseppe fu Carlo Gerolamo, le due prime, ed a *Ferrario* Anna, minorenne, ecc., la seconda, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, li 11 settembre 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

I giornali conservatori inglesi, parlando dell'Afghanistan, insistono meno sul concetto di annettere quel paese all'impero indiano. Tuttavia essi riconoscono che all'ultimo l'Inghilterra potrà trovarsi costretta ad adottare un simile partito. Lo *Standard* esprime anch'esso una tale opinione, e nel tempo stesso propone diversi mezzi che a lui sembrano adatti a rendere impossibile il ritorno di catastrofi come questa che ora è succeduta.

Il *Times* dal canto suo pubblica un articolo in cui dice che di fronte alla situazione finanziaria delle Indie è impossibile pensare alla annessione dell'Afghanistan. Il giornale della City non vede nel massacro di Cabul una ragione di mutare linea politica. Anzi ci vede una ragione di perseverare nella politica seguita finora. Lo scopo di far sentire la influenza dell'Inghilterra sull'Afghanistan si è già raggiunto mediante la occupazione del nuovo confine. Quanto ad assicurare le corrispondenze diplomatiche con quello Stato, ci si riuscirà.

L'*Indépendance Belge* confessa di non vedere in qual modo l'Inghilterra si torrà d'imbarazzo, se non lasciando invendicata la morte del maggiore Cavagnari, o stabilendo nell'Afghanistan una occupazione militare permanente.

Le più recenti notizie dall'India, relative alla situazione nell'Afghanistan, sono le seguenti:

Il *Daily News* ha da Lahore dei telegrammi nei quali è espresso il giudizio che la strage dell'Ambasciata inglese a Cabul sia stata conseguenza di una esplosione di fanatismo religioso e patriottico.

Già dal 16 agosto l'emiro aveva persuaso il maggiore Cavagnari a cessare dalle sue escursioni a cavallo nei dintorni di Cabul, poichè si poteva attentare alla sua vita.

Dopo il 7 agosto i colloqui fra l'emiro ed il maggiore erano divenuti più brevi e meno frequenti.

Da parecchie settimane avvenivano delle risse fra le truppe afghane e la scorta del maggiore Cavagnari, e minacciavano di degenerare in ribellione.

Gli ufficiali dei reggimenti d'Herat avevano domandato all'emiro l'espulsione degli inglesi, minacciando di sterminarli in caso di rifiuto da parte sua.

L'emiro aveva tentato di calmarli, esponendo loro l'impossibilità di evitare l'alleanza inglese.

Sebbene si fosse pagato alle truppe il soldo arretrato di tre mesi, i soldati avevano rifiutato di rendere le armi e di disperdersi.

Un altro dispaccio del *Daily News* annunzia che l'artiglieria e l'infanteria inglesi si sono già avanzate in direzione di Shutar-Gardan, dove esse aspetteranno la cavalleria che li raggiungerà fra otto o dieci giorni.

Un telegramma da Bombay all'*Evening Standard* dice che si considera come poco probabile che gli insorti di Cabul sieno penetrati nella residenza inglese dopo averne incendiata la porta, e che più probabilmente essi hanno incendiato l'edifizio per cacciarne i difensori.

La brigata del passo di Kaïber sarà comandata dal generale Macpherson; le due brigate di Shutar-Gardan avranno per capi i colonnelli Baker e Gordon, sotto gli ordini del generale Roberts, che dispone già del 2°, 8°, 67°, 72° e 92° reggimento, e di tre reggimenti d'infanteria e di altri tre reggimenti di cavalleria indigeni, e di cinque batterie d'artiglieria. È la colonna del generale Roberts che marcerà la prima per la gola di Shutar-Gardan.

Dicevasi che tutta la popolazione di Cabul si sia unita ai rivoltosi i quali hanno chiamato alle armi tutte le tribù. I due reggimenti usciti da Cabul non pare che si sieno diretti verso l'est. Essi avrebbero preso la direzione di Herat affine di domandare soccorsi.

Quanto alle fortificazioni di Cabul esse consistono in poca cosa, e non possono presentare alle armi inglesi serie difficoltà. Tali fortificazioni consistono in un vecchio muro di cinta ed in una piccola fortezza a oriente della città. In tale fortezza possono alloggiare da cinquemila soldati.

Parlando della strage di Cabul il *Journal de Saint-Pétersbourg* si esprime così: « L'eccidio della missione inglese a Cabul cancella la frontiera scientifica conquistata dagli inglesi, e rende necessaria la occupazione di tutto l'Afghanistan per parte delle truppe inglesi; ma questo è incompatibile coll'assicurazione dell'Inghilterra al gabinetto di Pietroburgo, col quale ci deve essere un accordo relativamente alle domande di soddisfazione, un accordo che può finalmente mettere un termine all'indipendenza dell'Afghanistan.

« L'impossibilità che l'Inghilterra predomini in quel paese mediante mezzi pacifici, offre l'opportunità di una congiunzione diretta dei dominii inglese e russo nell'Asia centrale, dividendo l'Afghanistan fra le due potenze e distruggendo così con un reciproco accordo l'attuale zona intermedia, che è causa di continui torbidi fra i due paesi. »

La *Budapester Correspondenz* osserva essere premature tutte le notizie recate dai giornali che annunziavano prossimo l'aprimento delle trattative dell'Austria-Ungheria colla Germania per la conchiusione di un trattato commerciale. Giusta il detto foglio, vero sarebbe soltanto che il governo germanico fu invitato dal ministero austro-ungarico degli esteri a dichiarare se sarebbe disposto ad entrare in trattative, nel qual caso i suoi commissari si recherebbero a Berlino, e che il governo germanico ha fatto conoscere, in forma ufficiosa, la sua disposizione ad avviare le trattative quanto prima fosse possibile. Finora però, nè da parte della Germania fu fatto alcun invito ufficiale, nè la conferenza doganale austro-ungarica ha formulate le istruzioni assolutamente necessarie sul contegno da tenersi, istruzioni senza le quali non possono certamente aprirsi le trattative.

Stando allo stesso foglio, il ministro delle finanze unghe-

resi, conte Szapary, continuò nelle due ultime feste col ministero austriaco le trattative che hanno per iscopo di condurre a termine parecchi progetti di legge sulle imposte, che devono essere presentati ai corpi legislativi delle due metà dell'impero, e di mettersi d'accordo sui risparmi da introdursi nell'anno venturo nel bilancio comune dell'esercito.

La risoluzione del gabinetto francese di non abbandonare nessuna parte delle leggi Ferry, e di chiedere che il Senato si pronunzi sull'art. 7 come su tutti gli altri, viene di nuovo confermata da una lettera del ministro dell'istruzione pubblica in modo più energico che mai.

Tale lettera è diretta alla minoranza del Consiglio generale d'Angers, la quale aveva espresso al signor Ferry il desiderio di vederlo perseverare nei suoi progetti e di non lasciarli in nessuna guisa menomare. Il ministro rispose che egli vi persevererà precisamente così come i consiglieri di Maine-et-Loire lo desiderano. Dalla lettera del signor Ferry apparisce poi che egli non ha in alcun modo perduto la fiducia nel buon esito della sua impresa. Tantochè, insomma, non c'è nulla di vero e di fondato in tutto quello che si scrisse e si disse circa la di lui intenzione di ritirare o di modificare sostanzialmente la sua proposta.

L'*Indépendance Belge* osserva che quegli avversari dello articolo 7, i quali hanno riconosciuta la necessità di sostituirvi qualche altro sistema, non hanno ancora saputo concretare alcuna proposta pratica.

Notizie ufficiali da Haiti in data del 20 agosto annunziano che le truppe inviate dal governo provvisorio di Porto-Principe hanno, dopo un serio combattimento, preso possesso della città di Gonaives, quartiere generale dei liberali insorti. Una parte della città fu incendiata, e dalle due parti dei combattenti si subirono gravi perdite. Le città di Capo-haïtiano e di Porto di Pace che erano occupate dagli insorti si sono sottomesse ed hanno riconosciuta l'autorità del governo provvisorio. La rivoluzione si considerava finita.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Ancona, 12. — Ieri sera alle ore 9 30 è giunto il conte Mamiani. Lo attendevano le autorità governative e municipali, le associazioni, gli insegnanti, gli studenti, e una folla di signore e signori. Salito nella carrozza del prefetto, egli andò ad alloggiare all'albergo Vittoria, acclamato da una folla plaudente.

Oggi visitò il comune, intervenendo le autorità, le associazioni e molti cittadini, quindi si recò al Duomo.

Questa sera verrà dato un pranzo, offertogli dalla cittadinanza.

Il conte Mamiani si tratterrà qui sino a domenica.

La cittadinanza è lieta della presenza dell'uomo illustre.

Buenos-Ayres, 8. — È partito per Genova il postale *Europa*, della Società Lavarello.

San Vincenzo, 12. — È arrivato e prosegue per la Plata il postale *Nord America*, della Società Lavarello.

Londra, 12. — Il *Daily News* ha da Rangoon, in data dell'11:

« Tutto il personale della missione inglese partì da Mandalay. Questa partenza è cagionata dal timore che il re di Birmania commetta atti di violenza. »

Londra, 12. — Dispacci ufficiali ricevuti oggi dal ministero delle Indie annunziano l'arrivo delle truppe inglesi a Sathargardan, e constatano l'attitudine amichevole dell'emiro, la cui morte non è quindi confermata.

Questi dispacci confermano il carattere premeditato dell'insurrezione.

Il vicerè delle Indie crede che la repressione sarà prossima. Egli non domanda ancora rinforzi.

Secondo lo *Standard*, i preti dell'Afghanistan predicano la guerra santa contro gl'inglesi.

Parigi, 12. — Questi circoli diplomatici ignorano che il conte di Beust abbia dato la sua dimissione, e la credono improbabile.

Parigi, 12. — Il *Journal des Débats* ha da Vienna:

« Il principe di Bismarck arriverà a Vienna domenica o lunedì e vi resterà due giorni. »

La *République Française* ha da Pesth:

« La occupazione della linea del Lim sarà terminata fra quattro giorni.

« I giornali assicurano che l'Austria crede di avere totalmente eseguito il trattato di Berlino, ed è convinta che non potrà più farsi nulla in Oriente senza la sua partecipazione. »

Costantinopoli, 12. — È probabile che nella prossima seduta della conferenza i commissari greci cederanno secondo le vedute della Porta.

Vienna, 12. — Il *Fremdenblatt* pubblica un comunicato sull'opuscolo *Italicæ res*, il quale dice: Un giudizio obbietivo su questo opuscolo essendosi ora fatto in Italia, ed il Governo italiano, prendendo in giusta considerazione i suoi rapporti col gabinetto austro-ungarico, non avendo fatto alcun passo in questo affare, siamo in caso di dichiarare che la supposizione che il governo austro-ungarico sia stato in qualsiasi rapporto coll'opuscolo è completamente falsa.

Il colonnello Haymerle non fu punto autorizzato a fare questa pubblicazione, ed i circoli competenti ne rimasero sorpresi, tanto più che il governo non può approvare che un funzionario faccia dei giudizii, che egli si formò nella sua posizione ufficiale, oggetto di pubblica discussione, senza essere stato autorizzato dal suo governo.

NOTIZIE DIVERSE

S. M. il Re alle grandi manovre. — Giovedì mattina, 11 corrente, scrive l'*Italia Militare*, chiudevasi il periodo delle grandi manovre con una rivista alle truppe che vi presero parte, passata da S. M. il Re sulle brughiere di Busto Arsizio.

S. M. giunse nell'oradetta città, proveniente da Monza, alle ore 7 1/2 antimeridiane, acclamatissima dalla popolazione. La rivista cominciò alle ore 8.

Le truppe erano schierate su quattro linee a nord della città. In 1ª linea le due brigate della 1ª divisione di manovra, cioè la 7ª (11° e 12° reggimento) e la 39ª (75° e 76° reggimento); in 2ª linea le due brigate della 2ª divisione di manovra, cioè la 30ª (57° e 58° reggimento) e la 40ª (77° e 78° reggimento); in 3ª linea la cavalleria e l'artiglieria divisionali, cioè due squadroni del reggimento Novara, due squadroni del reggimento Guide, una brigata di 3 batterie del 5° ed una brigata di 3 batterie del 9° artiglieria, in 4ª linea le truppe suppletive del corpo d'armata, cioè la 3ª brigata di cavalleria (reggimenti Novara e Guide, 8 squadroni), l'8° bersaglieri (3 battaglioni), la 22ª compagnia alpina, una brigata di 4 batterie del 6° artiglieria, una batteria da montagna ed una brigata (2 compagnie zappatori) del 1° reggimento genio. La fanteria era in colonne di battaglioni in ordine ristretto; la cavalleria e l'artiglieria divisionali in ordine spiegato; le truppe suppletive in colonna.

Dopo la rivista ebbe luogo lo sfilamento innanzi a S. M., che si collocò sul fianco sinistro della colonna. Le truppe sfilarono per compagnie, squadroni e batterie nell'ordine di formazione. Tutto procedette col massimo ordine e favorito da un tempo splendidissimo. Tutti gli ufficiali componenti le missioni estere erano presenti.

Alle ore 10 S. M. muoveva per rientrare a Busto Arsizio, d'onde proseguiva poi per Monza.

Regia Marina. — L'8 corrente è giunta a Montevideo la R. corvetta *Archimede*; a bordo tutti bene.

Il R. trasporto *Dora* arrivò a Spezia l'8 andante.

L'11 approdò a Brindisi la corvetta *Falicon* e ne ripartì lo stesso giorno.

Il 12 corrente ancorò a Reggio la R. corazzata *Formidabile*, ed a Taranto il R. trasporto *Città di Napoli* (Nave-Scuola Mozzi).

— Con la data dell'11 corrente il contrammiraglio comm. Fincati Luigi ha assunto il comando della 2ª Divisione della squadra permanente, inalberando la sua insegna sulla corazzata *Venezia*, in sostituzione del contrammiraglio Piola-Caselli commendatore Alessandro.

Movimento portuario marittimo di Genova. — Ecco, scrive il *Corriere Mercantile* del 6, il riassunto generale e particolareggiato del movimento marittimo nel porto di Genova durante lo scorso mese di agosto 1879:

Riepilogo dei velieri.

Dallo Stato.

			Tonnellate
Italiani	N°	272	12,827

Dall'Estero.

			Tonnellate
Italiani	N°	62	21,706
Olandesi	»	1	152
Inglesi	»	5	2,635
Austro-Ungarici	»	5	1,989
Ellenici	»	15	3,912
Norvegesi	»	3	797
Svedesi	»	2	459
Spagnuoli	»	3	224
Totale	N°	96	31,874
Totale generale	N°	368	44,701

Riepilogo dei vapori.

Dallo Stato.

			Tonnellate
Italiani	N°	38	13,002
Francesi	»	15	7,093
Totale	N°	53	20,095

Dall'Estero.

			Tonnellate
Italiani	N°	40	37,845
Francesi	»	21	10,650
Inglesi	»	37	31,772
Germanici	»	4	3,787
Olandesi	»	4	2,512
Norvegesi	»	3	1,382
Belgi	»	1	712
Svedesi	»	1	323
Totale	N°	111	88,983
Totale generale	N°	164	109,078

Confronto col mese di agosto 1878.

VELIERI.

			Tonnellate
Dallo Stato Dall'Estero	N°	413	63,487

VAPORI.

			Tonnellate
Dallo Stato Dall'Estero	N°	152	96,291

Nel confronto fra il mese di agosto dell'anno 1879 coll'eguale mese dell'anno precedente si ha dunque una diminuzione di 45 velieri e di tonnellate 18,786. Nei vapori un aumento di 12 bastimenti e di 12,787 tonnellate.

La galleria del Gottardo. — Al *Journal de Genève* telegrafano l'8 che nella settimana decorsa il progresso dei lavori del traforo della galleria del Gottardo fu di 27 metri dalla parte di Gœschenen e di metri 21 30 dalla parte di Airolo. Totale: metri 48 30. Media quotidiana: metri 6 90.

Per terminare la galleria di direzione rimangono ancora da forare 1034 metri e 70 centimetri.

Lasciti notevoli. — Il *Journal de Genève* dell'11 scrive che gli eredi del defunto consigliere nazionale Fierz posero a disposizione della città di Zurigo una somma di 50,000 franchi da impiegarsi nella costruzione di un nuovo edifizio per il Museo industriale.

— Il prof. Bluntschli, di Eidelberga, donò 600 franchi come primo fondo per la creazione di una Cassa di risparmio pei fanciulli che frequentano le scuole del cantone di Zurigo.

— Il decano Huber, di Zurzach, morto di recente, lasciò al suo comune natale, Hœgglingen un capitale di 12,000 franchi, i cui interessi debbono essere annualmente consacrati a pagare le tasse scolastiche per i fanciulli poveri, e a dare sussidi a studenti e reggenti bisognosi. L'estinto lasciò pure 300 franchi alla Società per l'educazione dei fanciulli poveri a Zurzach.

Incendio a Lione. — Nella notte dall'8 al 9 corrente si manifestò un incendio nella fabbrica di stearina e di sapone dei signori Chatonay a Lione. L'incendio assunse, in breve, grandi proporzioni, e cagionò danni per una somma di 500,000 franchi, che è coperta dalle assicurazioni. Ottanta operai si trovano privi di lavoro in seguito a quest'incendio, di cui s'ignora la causa.

Terremoto. — La mattina del 9, alle ore 7 e 46 minuti, a Lione, furono avvertite due scosse di terremoto a brevi intervalli. All'isola Barbara, parecchie case furono danneggiate da quelle scosse.

Longevità. — Il *Mskak*, giornale armeno, registra un caso di longevità straordinaria.

Il 15 agosto è morta a Tiflis, in età di 114 anni, una vedova, Kalia Bolujanz. Essa conservò fino agli estremi l'uso delle sue facoltà mentali. Si era maritata a 15 anni e lasciò 50 tra figli e nipoti e pronipoti. Il più vecchio dei suoi figli ha ora 97 anni.

Decessi. — A Wildegg, nel cantone di Argovia, sabato scorso cessò di vivere subitaneamente il signor Aloisio Isler, ex-membro del Consiglio nazionale.

— Il 5 settembre, in età di 75 anni, moriva il sig. J. J. Zingg, di Kaltbrunnen, uno dei più noti uomini politici del cantone di San Gallo. L'estinto servì lo Stato per quasi un mezzo secolo, prima come segretario del Consiglio eppoi quale segretario di Stato. Egli appartenne sempre al partito liberale e lavorò attivamente alla ultima codificazione delle leggi del cantone di San Gallo.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 12 settembre 1879 (ore 15 32.)

Cielo nuvoloso in Sicilia, sull'Adriatico e sul golfo di Genova; coperto a Moncalieri; sereno nel resto d'Italia. Barometro alzato da 2 a 4 mm. specialmente sulla penisola. Mare agitato o mosso con venti qua e là moderati o freschi di nord-ovest-nord; forti alle bocche del Po. Pressioni aumentate di 4 mm. a Pola e a Lesina, 2 a Riva; diminuite di 2 mm a Bregenz. Ieri burrasche e pioggie sul basso Adriatico. Pioggie anche in altri punti dell'Adriatico e a Messina. Maestrale forte a Civitavecchia. Continua la probabilità di venti freschi e forti delle regioni settentrionali. Tempo vario prevalendo il buono.

Osservatorio del Collegio Romano — 12 settembre 1879.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m}, 65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	763,1	762,6	762,2	763,1
Termomet. esterno (centigrado)	16,5	25,1	24,6	19,9
Umidità relativa...	69	43	47	69
Umidità assoluta...	9,57	10,24	10,69	11,90
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 6	SW. 12	SW. 21	W. 1
Stato del cielo......	0. qualche cirro	4. cumuli	3. cumuli	0. bello

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).
Termometro: Massimo = 26,0 C. = 20,8 R. \| Minimo = 14,4 C. = 11,5 R.
Massimo termometrico al piano della città = 28,0 C.
Magneti irregolari, agitati.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 13 settembre 1879.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° gennaio 1880	—	—	87 55	87 50	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0 - Emissione 1860/64	1° aprile 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	97 80
Prestito Romano, Blount	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	99 —
Detto detto Rothschild	1° giugno 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	101 45
Prestito Nazionale	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regìa Cointeressata de'Tabacchi	1° luglio 1879	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	906 —
Obbligazioni dette 6 0/0	"	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1879	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	"	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2260 —
Banca Romana	"	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1250 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	1° luglio 1879	500 —	250 —	— —	— —	556 25	556 —	— —	— —	— —
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	"	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	960 —
Cartelle Credito Fondiario Banco Santo Spirito	1° aprile 1879	500 —	—	472 50	472 —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	410 —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° aprile 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	268 —
Az. Str. ferr. Palermo-Marsala-Trapani	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	83 —
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	1° gennaio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	698 —
Società dell'Acqua Pia antica Marcia	1° aprile 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	611 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. S. F. Palermo-Marsala-Trapani	1° aprile 1879	300 —	300 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	111 75	111 50	— —
Marsiglia	90	— —	— —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	28 41	28 36	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 lire	—	22 50	22 48	— —
Sconto di Banca	—	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 - 2° semestre 1879: 89 80 cont.

Parigi *chèques* 112 40.

Banca Generale 556, 556 25.

Londra breve 28 38

Il Sindaco A. Pieri.

Il Deputato di Borsa O. Sansoni.

Situazione della Banca Nazionale Toscana

al 31 del mese di Agosto 1879.

Capitale sociale, utile alla tripla circolazione (R. decreto 23 settembre 1874, n° 2237) L. 21,000,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva				L. 20 114 921 28
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta — a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 26,690,630 38	29,686,417 38	29,686,417 38
	id. maggiore di 3 mesi	» 2,995,817 »		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	» »		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	» »		
	Cambiali in moneta metallica	» »	» »	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	» »		
Anticipazioni				» 1,203,220 »
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 7,605,453 »	9,382,048 08
	Id. id. per conto della massa di rispetto		» 1,776,595 08	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		» »	
	Effetti ricevuti all'incasso		» »	
Crediti				» 25,941,97 28
Sofferenze				» 376,644 47
Depositi				» 13,533,356 60
Partite varie				» 12,347,786 90
			Totale	L. 112 585,891 99
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				» 1,045,796 36
			Totale generale	L. 113,631,688 35

PASSIVO.

Capitale		L. 30,000,000 »
Massa di rispetto	Ordinaria 1,785,450 75; Straordinaria 1,794,355 85	» 3,579,806 60
Circolazione biglietti di Banca		» 52,508,050 »
Conti correnti ed altri debiti a vista		» 895,247 30
Conti correnti ed altri debiti a scadenza		» 3,477 671 94
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro		» 13,533,356 60
Partite varie		» 8,059,420 02
	Totale	L. 112,053 552 46
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso		» 1,578,135 89
	Totale generale	L. 113,631,688 35

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro ed argento	L. 12,188,853 »
Bronzo	» 191,819 78
Biglietti consorziali	» 6,207,377 50
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	» 1,526,871 »
Totale	L. 20,114 921 28

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L.	5 »
Sulle cambiali pagabili in metallo	»	» »
Per le anticipazioni su titoli e valori	»	5 »
Per le anticipazioni su sete	»	5 »
Sui conti correnti passivi	»	» »

Biglietti in circolazione.

	Valore	Numero	Somma
Da restare in circolazione	50	67,655	3,382,750 00
	100	73,050	7,305,000 00
	200	45,584	9,116,800 00
	500	33,033	16,516,500 00
	1000	15,637	15,637,000 00
		Totale	L. 51,958,050 00
Da levarsi di corso	0 50	160,000	80,000 00
	1	40,000	40,000 00
	2	15,000	30,000 00
	5	6,000	30,000 00
	10	4,000	40,000 00
	20	16,500	330,000 00
		Totale L.	550,000 00

Il rapporto fra il capitale L. 21,000,000 00 e la circolazione . . . . L. 52,508,050 00 è di uno a 2 50

Il rapporto fra la riserva » 18,414,626 73 { la circolazione L. 52,508,050 00; e gli altri debiti a vista » 895,247 30 } . . . . è di uno a 2 90

Prezzo corrente delle azioni . . . . L. 660 »

Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato . . . » » »

V° Il Direttore Generale
L. BINARD.

Il Capo Contabile
A. Carraresi.

4149

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO
di Roma.

Fallimento della Ditta Fratelli Lanzi, *rappresentata dai fratelli Costantino, Antonio, Teofilo, Emilio e Francesco Lanzi del fu Giuseppe, con negozio di oreficeria in via Condotti, n. 8, e con casa di abitazione in via Cavour, numero 6.*

Il sottoscritto cancelliere fa noto che con sentenza di questo Tribunale in data di oggi è stato dichiarato il fallimento della Ditta Fratelli Lanzi, rappresentata da Costantino, Antonio, Teofilo, Emilio e Francesco fratelli Lanzi, ordinandosi l'immediata apposizione dei sigilli sui beni mobili della fallita Ditta ovunque esistenti, e nominandosi a sindaco provvisorio il sig. Cesare Verrone, domiciliato via Fontanella Borghese, num. 42.

Con la stessa sentenza è stato delegato alla procedura degli atti l'illustrissimo sig. presidente avv. cav. Alfonso Lo Jacono, sulla relazione del quale si è riservato di precisare il giorno nel quale la Ditta fallita cessò di fare i propri pagamenti, ed ha destinato il giorno ventiquattro corrente, alle ore 11 antimeridiane, per la comparsa dei signori creditori alla camera di consiglio di questo Tribunale, posta in via dell'Apollinare, n. 8, onde essere consultati sulla nomina dei sindaci definitivi.

Roma, 12 settembre 1879.

4166 Il canc. Regini.

REGIO TRIBUNALE CIVILE
DI ALESSANDRIA.

Dichiarazione d'assenza.

Cicogna contro Torra.

(1ª *pubblicazione*)

Si rende noto che in seguito ad instanza di Cicogna Giuseppa, residente in Monte di Valenza, ammessa al gratuito patrocinio con decreto 12 dicembre 1878, il Tribunale civile di Alessandria emanò sentenza il 22 perduto agosto di dichiarazione d'assenza di Torra Paolo fu Giuseppe, da Monte di Valenza.

Alessandria, il 9 settembre 1879.

4156 C. Griggi proc. de'poveri.

ESTRATTO DI SENTENZA.

(1ª *pubblicazione*)

Il R. Tribunale civile e correzionale di Busto Arsizio, con sentenza 29 agosto 1879, registrata a debito nel 1° settembre, reg. 11, atti giudiziari n. 321, colla tassa di lire 1 20, ha dichiarata l'assenza di Monza Carlo del fu Giuseppe, nato e domiciliato in Cislago, mandamento di Saronno, ammogliato con Morandi Angela, per i conseguenti effetti di legge e di ragione, mandando notificarsi e pubblicarsi la sentenza stessa a norma dell'art. 23 Cod. civ.

4164 Avv. Cesare Rossi proc.

NOTA PER ASSENZA.

(2ª *pubblicazione*)

Bogetti Filippo fu Antonio, residente a Fossano, ammesso al beneficio dei poveri per decreto della Commissione appo il Tribunale civile e correzionale di Cuneo, in data 21 maggio ultimo scorso, dopo avere ottenuta la detta ammessione si rivolse al prefato Tribunale onde pronunciasse l'assenza dell'Antonio Bartolomeo Bogetti, cointeressato nella divisione della eredità materna dismessa dalla Gioanna Vigna, comune autrice del richiedente e dello assente.

Il Tribunale emanò decreto in data venticinque scorso luglio, con cui mandò assumersi informazioni dal signor pretore di Fossano, e si mandò notificare e pubblicare ed inserire il detto provvedimento, a senso di legge.

Si eseguisce adunque tale inserzione in esecuzione e per li effetti del decreto stesso.

Cuneo, 6 agosto 1879.

3687 C. Levesi.

(3ª *pubblicazione*)

CITTÀ DI TORINO

Il Sindaco,

Veduto il regolamento pel servizio della polizia municipale,

Notifica:

È aperto il concorso per titoli a chi voglia aspirare al posto di direttore della polizia municipale, alle condizioni e pei corrispettivi di cui nel relativo capitolato, approvato dalla Giunta municipale il 3 corrente settembre, depositato all'ufficio 1°, " Gabinetto del Sindaco. „

Gli aspiranti dovranno provare con documenti:

a) La cittadinanza italiana;

b) D'avere esercito lodevolmente uffici nella magistratura giudiziaria o nella carriera superiore amministrativa provinciale.

I documenti dovranno essere presentati al detto uffizio con tutto il mese di settembre corrente, ed accompagnati da una domanda su carta bollata da lira 1, in cui si dichiari di accettare il capitolato.

Le domande prima d'ora presentate dovranno essere rinnovate.

Torino, addì 3 settembre 1879.

4123 *Il Sindaco*: L. FERRARIS.

(3ª *pubblicazione*)

CITTÀ DI TORINO

Il Sindaco,

Veduto il regolamento pel servizio della polizia municipale,

Notifica:

È aperto il concorso per titoli a chi voglia aspirare al posto di ufficiale, comandante il corpo delle guardie urbane e campestri; alle condizioni e pei corrispettivi di cui nel relativo capitolato approvato dalla Giunta municipale il 3 corrente settembre, depositato all'ufficio 1° " Gabinetto del Sindaco. „

Gli aspiranti dovranno provare con documenti:

a) La cittadinanza italiana;

b) Aver prestato lodevole servizio nell'esercito nazionale, e di avervi conseguito ed esercito il grado almeno di capitano;

c) Giustificata costituzione fisica robusta dai sanitari municipali.

I documenti dovranno essere presentati al detto ufficio con tutto il corrente settembre ed accompagnati con una domanda su carta bollata da lira una in cui si dichiari di accettare il capitolato.

Le domande prima d'ora presentate dovranno essere rinnovate.

Torino, addì 3 settembre 1879.

4124 *Il Sindaco*: L. FERRARIS.

PROVINCIA DI TERRA D'OTRANTO — MUNICIPIO DI LATERZA

Avviso d'Asta.

Presieduto dal sindaco, o da chi ne farà legalmente le veci, nel dì 14 corrente settembre, alle ore 8 antimeridiane, ed in questo palazzo municipale si procederà allo affitto dell'erba della Difesa Murgia per la durata di un triennio che s'intende principiato dal giorno otto maggio ultimo scorso, con la condizione risolutiva però nel caso di quotizzazione, e per l'annuale estaglio di lire 14,500 pagabile addì 20 aprile di ciascun anno qui in Laterza nelle mani del tesoriere comunale, ed in moneta corrente in Regno.

L'asta sarà aperta sul prezzo di sopra indicato col metodo della candela vergine, e le offerte di aumento non saranno minori di lire 40 ognuna.

Il contratto definitivamente approvato sarà stipulato in base delle condizioni contenute nel capitolato ostensibile presso questo ufficio comunale, e tutte le spese per la compilazione degli atti di subasta, registrazione dei medesimi e susseguente contratto saranno a carico dell'aggiudicatario, che le anticiperà nelle mani del segretario comunale.

Coloro quindi che vorranno concorrere all'affitto la parola, potranno presentarsi in quest'ufficio nel sopraindicato giorno ed ora, e volendo anticipatamente prendere visione del quaderno delle condizioni, sulla base delle quali sarà perfezionato il contratto, potranno richiederlo al sottoscritto segretario.

Dato a Laterza, addì 5 settembre 1879.

Visto — *Il Sindaco*: LUIGI SARNO.

4169 *Il Segretario Comunale*: ANGELO GALLI.

PROVINCIA DI ROMA - COMUNE DI CASTEL MADAMA

AVVISO.

Presso gli uffici della segreteria comunale, e per giorni 15 dalla data del presente, sono esposti gli atti tecnici relativi alla variante del progetto di costruzione di questa strada comunale obbligatoria.

S'invita chi vi ha interesse a prenderne conoscenza e a presentare entro il detto termine le osservazioni che avesse a fare, o in iscritto o a voce, al segretario comunale con apposito verbale.

Si avverte inoltre che il progetto suddetto tiene luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16 e 23 della legge 25 giugno 1865 sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità.

Castel Madama, 12 settembre 1879.

4159 *Il Sindaco*: GIROLAMO ROSSI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE DELLA DIVISIONE DI BOLOGNA (9ª)

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che attesa la deserzione dell'incanto di oggi, si procederà addì 20 del corrente settembre, all'ora una pomeridiana, presso questa Direzione via Marsala, palazzo Grassi, al civico n° 12, già via di Mezzo di San Martino, n. 1778, ed innanzi al signor direttore, ad un secondo incanto, col mezzo di partiti segreti, per dare in appalto la seguente provvista di

Frumento occorrente per i Panifici Militari di Bologna e Modena.

INDICAZIONE del magazzino pel quale la provvista deve servire	Grano da provvedersi		Numero dei lotti	Quantità per cadun lotto — *Quintali*	Rate di consegna	Somma per cauzione di cadun lotto Valore reale	TEMPO UTILE PER LE CONSEGNE
	Qualità	Quantità totale Quintali					
Bologna	Nostrale	3000	10	300	3	L. 600 »	La consegna della 1ª rata dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo al giorno in cui il deliberatario avrà ricevuto l'avviso d'approvazione del contratto. La 2ª rata e così la 3ª si dovrà egualmente consegnare in dieci giorni, coll'intervallo però di giorni 10 dopo l'ultimo del tempo utile per la consegna della prima rata, per modo che la consegna della intiera provvista sia completata entro 50 giorni come sopra decorrendi.
Modena	Idem	900	3	300	3	» 600 »	

Il grano da provvedersi dovrà essere crivellato, del raccolto dell'anno 1879, del peso non minore di chilogrammi 75 cadun ettolitro, e per qualità ed essenza conforme ai relativi campioni esistenti presso questa Direzione e rispettivamente presso i Panifici militari suddetti.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso tutte le Direzioni di Commissariato militare delle località in cui verrà fatta pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento, avvertendo però che tali offerte dovranno essere fatte in modo distinto per ciascuno di detti appalti, e che tosto cominciate le operazioni per un appalto non saranno più accettate offerte di sorta quantunque si riferiscano all'altro.

Il deliberamento seguirà lotto per lotto a favore di chi con proprio partito segreto avrà offerto per ogni quintale di frumento a provvedersi un prezzo maggiormente inferiore o pari almeno a quello segnato in apposita scheda segreta del Ministero, da servire di base allo incanto, e che verrà aperta dopo che saranno stati riconosciuti tutti i partiti presentati.

Nell'interesse del servizio i fatali, ossia termine utile per presentare l'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni cinque decorribili dalle ore 2 pomerid. (tempo medio di Roma) del giorno di provvisorio deliberamento.

I partiti dovranno essere redatti su carta da bollo da lira una, debitamente firmati e suggellati.

Non saranno ammesse le offerte condizionate o fatte per via telegrafica.

Il prezzo offerto dovrà essere chiaramente espresso, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presiedente l'asta.

Gli aspiranti a detta impresa per essere ammessi a licitare dovranno rimettere a questa Direzione la ricevuta comprovante di aver fatto in una delle Casse dello Stato, incaricate di ricevere ed amministrare i depositi, il deposito provvisorio della somma di lire seicento per ognuno dei lotti per cui intendono di fare offerta, quale deposito sarà poi pei deliberatari convertito in cauzione definitiva a norma di legge; tale ricevuta di deposito dovrà essere presentata separatamente, ossia non inchiusa nel piego contenente l'offerta.

I depositi potranno essere fatti in contanti od in cartelle del Debito Pubblico del Regno d'Italia, ma queste saranno unicamente ragguagliate al prezzo risultante dal corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui il deposito stesso verrà eseguito.

Detti depositi provvisori non potranno essere effettuati che nella città di Bologna o nelle località ove risiedono quegli uffici di Commissariato militare che, come è in appresso specificato, sono delegati a ricevere le offerte per lo appalto di cui trattasi.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti a qualunque ufficio di Commissariato militare; di tali partiti però sarà tenuto conto solo quando pervengano a questa Direzione ufficialmente prima dell'apertura dell'asta, e consti dell'effettuato deposito provvisorio.

Si avverte che in questo secondo incanto si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Le spese tutte inerenti agli incanti ed ai contratti saranno a carico dei deliberatari definitivi, a cui carico saranno pure le spese per la tassa di registro, giusta le leggi vigenti.

Bologna, 10 settembre 1879.

Per detta Direzione
Il Tenente Commissario: D. REY.

4177

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA DELLA FONDERIA DI GENOVA

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termini dell'art. 59 del regolamento 25 gennaio 1870, si notifica che lo appalto di cui nell'avviso d'asta del 19 agosto 1879, per la provvista di

Rame in verghe (Sagomato) chil. 21500 *a L.* 2 70, *L.* 58,050,

da introdursi nei magazzeni della succitata Direzione nel termine di 60 giorni a datare dall'avviso che riceverà il deliberatario dell'approvazione del contratto, è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 3 0[0.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso, non minori del ventesimo, scadono al mezzodì del giorno 25 del mese di settembre 1879, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve all'atto della presentazione della relativa offerta accompagnarla col deposito di lire 5900 in contanti, od in rendita al portatore del Debito Pubblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

L'offerta può essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 10 antim. alle ore 4 pomeridiane.

Sarà facoltativo agli offerenti di presentare le loro offerte alle Direzioni territoriali dell'arma indicate nell'avviso d'asta sopramenzionato. Di queste offerte però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della scadenza del termine utile (fatali), e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito nel modo indicato negli avvisi di asta stessi e presentata la ricevuta del medesimo.

Dato in Genova, li 10 settembre 1879.

Per la Direzione

4163 *Il Segretario*: DE SALVO LUIGI.

MUNICIPIO DI PROCIDA

Avviso d'Asta.

Si fa noto al pubblico che nel giorno ventisette del corrente mese, alle ore dieci antimeridiane, nel palazzo municipale, dinanzi al sindaco di questo comune, si procederà allo appalto della riscossione di tutti i dazi si comunali che governativi ed addizionali di questo comune, distinti in due lotti, per l'anno 1880, in base alla seguente tariffa.

1º Bevande – Vino ed aceto in fusti, l'ettolitro lire 2 – Vino ed aceto in bottiglie, l'una centesimi 7 – Vinello, mezzovino, posca ed agresto, l'ettolitro lira una – Acquata, l'ettolitro centesimi 5 – Alcool ed acquavite fino a 59 gradi, l'ettolitro lire 8 – Idem a più di 59 gradi e liquori, l'ettolitro lire 12 – Idem in bottiglie, l'una lire 0 20 – Mosto, l'ettolitro, ed uva al quintale lire 0 50. — 2º Carni – Buoi e manzi, per capo lire 37 50 – Vacche e tori, per capo lire 25 50 – Vitelli sopra l'anno, per capo lire 21 – Vitelli sotto l'anno, per capo lire 12 – Carne macellata fresca di maiale (1), al quintale lire 10 – Agnelli, capretti, pecore e capre, per capo lire 0 45 – Carne macellata fresca di agnelli, capretti, pecore e capre (2), al quintale lire 2 – Carne salata e strutto bianco, al quintale lire 15 – Carne macellata fresca (3), al quintale lire 10 – Maiali non da latte macellati da privati fuori la cinta daziaria per uso di famiglia, per capo lire 3. — *NB.* I piccoli maiali da latte, giusta il disposto dell'art. 13 dell'alleg. L della legge 11 agosto 1870, numero 5786, sono esenti dal dazio. — 3º Farina, riso, pane e pasta – Farina di frumento, pane, semola, pane a biscotto, azzemmatura di grani duri, azzemmatura di grani dolci o rarita e riso, al quintale lire 7 – Farina, pane e pasta di ogni altra specie, esclusa la farinella, al quintale lire 2 – Riso con buccia, al quintale lire 3 50 – Risino al quintale lire 2 33 – Pasta lavorata, al quintale lire 7 – Farinella, al quintale lire 0 50 – Crusca, al quintale lira una. — 4º Neve e ghiaccio, al quintale lire 3. — 5º Olio, burro, formaggi e salumi – Olio vegetale ed animale e burro, esclusi gli olii medicinali, al quintale lire 9 — Olio minerale e sego, al quintale lire 4 50 – Frutti e semi oleiferi, al quintale lire 2 25 – Formaggi e ricotte salate, escluse le ricotte fresche, al quintale lire 20 – Mozzarelle fresche, al quintale lire 5 – Aringhe, salacche, sapone, alici, tonnina, baccalari e stock-fisch, al quintale lire 5. — 6º Combustibili e materiale da costruzione, carboni, carbone fossile, carbone coke, carboni a pane, al quintale lire 1 50 – Moniglia e noccioli cotti e crudi, al quintale centesimi 50 – Calce, al quintale centesimi 50 — 7º Generi coloniali – Zucchero, al quintale lire 9 – Caffè e caffè di radici, al quintale lire 25 – Miele e melassa, al quintale lire 10.

(1) Il dazio sui maiali di lire 10 a quintale verrà riscosso sulla carne macellata fresca. Questo dazio sarà applicato colla deduzione del 20 per cento, giusta il disposto dalla tariffa annessa al legislativo decreto 28 giugno 1866, n. 3018. A tal fine però i maiali dovranno essere pesati intieri, cioè non mancanti di nessuna parte, e nemmeno degli intestini.

(2) Nella porzione aperta del comune che si trova fuori della cinta daziaria sulla carne macellata fresca di agnelli, capretti, pecore e capre si riscuoterà l'intero dazio governativo di lire 8 a quintale.

(3) Il dazio sulle bestie bovine si riscuoterà a peso in base alla tariffa per la carne macellata fresca colla deduzione del 20 per cento.

Gl'incanti per l'appalto del primo lotto, che comprende tutti i dazi di Procida, verranno aperti in aumento della somma di lire centoventiquattromila, e quelli del secondo lotto, che comprende tutti i dazi del Monte di Procida verranno aperti in aumento alla somma di lire undicimila annue, ed i concorrenti per essere ammessi all'asta dovranno presentare la bolletta del tesoriere comunale constatante essersi depositato nella Cassa municipale il ventesimo del prezzo di appalto di ciascun lotto come cauzione provvisoria, o dare un garante solidale di persona notoriamente solvibile e di soddisfazione del sindaco, ed anticipare a mani del segretario una somma sufficiente per la spesa degli atti di appalto, tassa di registro, ecc., le quali somme verranno restituite a tutti gli offerenti, meno a colui a favore del quale sarà stato deliberato l'appalto, che invece avrà l'obbligo di completare detta cauzione fino a raggiungere il decimo della somma che risulterà dagl'incanti, la quale cauzione definitiva può essere data in contanti o in rendita dello Stato al corso di Borsa, od anche mediante fideiussione solidale di persona solvibile, cognita e notoriamente responsale, di soddisfazione della Giunta municipale.

L'asta seguirà ad estinzione di candela vergine; il termine utile per la produzione dell'aumento del ventesimo è stabilito a giorni quindici che scadranno alle ore 12 meridiane del dì 12 ottobre prossimo, e nel rincontro verranno seguite tutte le formalità prescritte dalla legge 22 aprile 1869, n. 5026, e del relativo regolamento, e che i dazi dovranno riscuotersi in base della legge 3 luglio 1864, del R. decreto 28 giugno 1866, e della legge costituente l'alleg. L della legge 11 agosto 1870, dei regolamenti relativi e del capitolato d'appalto, di cui ognuno può prendere visione nella segreteria municipale per giorni 15 da oggi, dalle ore 8 ant. alle 2 pom.; che lo estaglio dev'essere pagato in dodici rate eguali, con una mesata sempre anticipata, in moneta di corso legale nel Regno; e che l'Isola di Procida è tutta comune chiuso, attesochè la linea daziaria è formata dal mare.

Procida, 9 settembre 1879

4068 *Il Sindaco*: G. COSTAGLIOLE.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE della Divisione di Roma (13ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A tenore dell'art. 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto, di cui era oggetto l'avviso d'asta del 25 agosto ultimo scorso, per la provvista di 45000 miriagrammi di legna occorrente pel riscaldamento degli uffici del Ministero della Guerra nella stagione invernale 1879-80, è stato nell'incanto d'oggi deliberato provvisoriamente al prezzo di centesimi 32 per ogni miriagramma, col ribasso di lire sette per ogni cento lire.

Viene pertanto avvertito il pubblico che il termine utile (fatali) prestabilito a giorni quindici per presentare offerta di ribasso, non inferiore del ventesimo, scade alle ore 10 antimeridiane del giorno 27 corrente.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo, dovrà accompagnare l'offerta colla fede dell'eseguito deposito provvisorio della cauzione prescritta col succitato avviso d'asta in lire 1440, ed uniformarsi a tutte le condizioni enunciate nell'avviso stesso.

Roma, lì 12 settembre 1879.

Per detta Direzione

4165 *Il Sottotenente Commissario*: A. SEGALA.

Provincia e Circondario di Bologna

MUNICIPIO DI OZZANO DELL'EMILIA

Appalto per la costruzione del palazzo civico

AVVISO D'INCANTO DEFINITIVO.

Essendo stata presentata in tempo utile un'offerta di ribasso superiore al ventesimo si previene il pubblico che alle ore 9 antimeridiane del giorno 23 corrente mese si procederà in quest'ufficio, alla presenza del sottoscritto allo appalto e deliberamento definitivo dell'impresa sopramenzionata, di piena conformità alle disposizioni contenute nel vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Avvertenze:

1. L'impresa ascende ora alla somma di lire 40,936, e le offerte dovranno esser fatte in ragione di un tanto per cento su detto ammontare.

2. L'incanto avrà luogo a mezzo di offerte segrete, e colle formalità prescritte dal succitato regolamento.

3. I concorrenti per essere ammessi al nuovo incanto dovranno giustificare la loro idoneità e moralità colla produzione di due certificati di recente data, l'uno rilasciato dal Genio civile, l'altro dal sindaco del luogo di domicilio.

4. Il deposito da unirsi all'offerta e da servire per cauzione provvisoria, e per far fronte alle spese d'asta, di stipulazione e registrazione del contratto, e di altre relative, è stato fissato in lire 2000 in numerario od in biglietti della Banca Nazionale, mentre la cauzione definitiva dovrà essere fatta dall'aggiudicatario nei modi e termini prescritti dal capitolato d'appalto.

5. L'esecuzione del lavoro d'appaltarsi dovrà essere compita in quanto alla fondazione entro il 15 p. v. novembre, e relativamente a tutto il resto non più tardi dell'agosto prossimo venturo anno.

6. Tanto il capitolato contenente i patti e le condizioni che regolar devono l'esecuzione del lavoro, quanto la perizia e tutti gli atti relativi, sono visibili nelle ore d'uffizio in questa segreteria comunale.

Dalla Residenza municipale, lì 9 settembre 1879.

4171 *Il R. Sindaco*: D. PESCI.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DEL LABORATORIO DI PRECISIONE DI TORINO

Avviso d'Asta.

Si notifica al pubblico che nel giorno 24 settembre 1879, alle ore 3 pomeridiane precise, si procederà in Torino, avanti il direttore di questo Laboratorio e nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, numero 26, negli ammezzati, all'appalto seguente:

Lotto unico.

Provvista di chilogr. 38,000 *ottone in lamiera mezzana a lire* 2 35 *il chilogramma, importante lire* 89,300,

da consegnarsi nei magazzeni della Direzione suddetta nel termine di giorni centoquindici (in due partite) a datare dal giorno successivo a quello in cui sarà notificata al deliberatario l'approvazione del contratto.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta nel locale suddetto.

Sono fissati a giorni 5 i fatali pel ribasso, non minore del ventesimo, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, avrà offerto sul prezzo indicato un ribasso di un tanto per cento non minore del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi, seduta stante, dalla autorità presiedente l'asta.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, dalle ore 8 alle 11 antimeridiane del giorno 24 settembre 1879, ovvero presso una delle Intendenze di Finanza del Regno, un deposito di lire 9000 in contanti od in rendita al portatore del Debito Pubblico del Regno d'Italia al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Saranno ammessi a concorrere i soli provveditori che avranno ottenuto dalla Direzione, non più tardi del giorno precedente l'appalto, il foglio di ammissione all'appalto stesso come è prescritto dalle speciali condizioni visibili presso la Direzione.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni, quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione d'appalto, saranno dalle Direzioni convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di Finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo da una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, 10 settembre 1879.

4162

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

34ª SETTIMANA — Dal 20 al 26 agosto 1879. 4047

PROSPETTO DEI PRODOTTI col parallelo dell'anno precedente

RETE ADRIATICO-TIRRENA.

ANNI	DIVISIONE PER CATEGORIA						Media dei chilometri esercitati	PRODOTTI PER CHILOMETRO
	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE		
	Prodotti della Settimana.							
1879	273,626 55	7,096 15	44,416 00	171,650 50	2,678 95	499,468 15	1,446	345 41
1878	251,652 10	5,407 10	43,054 00	165,666 60	2 631 70	468 411 50	1,446	323 94
Differenze 1879	+ 21,974 45	+ 1,689 05	+ 1,362 00	+ 5,983 90	+ 47 25	+ 31,056 65	»	+ 21 47
	Dal 1° Gennaio							
1879	6,271,293 33	188,560 12	1,569,744 82	5,780,093 22	92 900 21	13,902,591 70	1,446	9,614 52
1878	6,031,317 67	186,446 49	1,391,685 51	5,150 246 01	80,226 83	12,839,922 51	1,446	8,879 61
Differenze 1879	+ 239,975 66	+ 2,113 63	+ 178,059 31	+ 629,847 21	+ 12,673 38	+ 1 062,669 19	»	+ 734 91

RETE CALABRO-SICULA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE	Media dei chilometri esercitati	PRODOTTI PER CHILOMETRO
	Prodotti della Settimana.							
1879	85,989 35	2,345 20	10.706 80	89,901 05	1,907 25	190,849 65	1,155	165 24
1878	84,203 00	2,185 15	7,430 70	88,287 00	574 45	182,680 30	1,147	159 27
Differenze 1879	+ 1,786 35	+ 160 05	+ 3,276 10	+ 1,614 05	+ 1,332 80	+ 8,169 35	+ 8	+ 5 97
	Dal 1° Gennaio							
1879	2,468,980 02	61,901 93	318,513 42	2,237,153 17	270,980 51	5,357,520 10	1,154 36	4,641 13
1878	2,303,035 89	55,674 99	306,602 58	1,917,213 90	139,390 17	4,712,917 53	1,144 55	4,117 70
Differenze 1879	+ 165,944 13	+ 6,226 99	+ 11,910 84	+ 319,939 27	+ 140,590 34	+ 644,617 57	+ 9 81	+ 523 43

AVVISO

a forma del prescritto dal R. decreto 15 novembre 1865.

(2ª *pubblicazione*).

Il marchese Giuseppe Lalatta del fu marchese colonnello Antonio e della contessa Faustina Costerbosa, avente legale domicilio in Parma, ha fatta domanda a Sua Eccellenza il Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli affari di Grazia, Giustizia e de' Culti, di essere autorizzato ad aggiungere al proprio cognome quello della madre, *Costerbosa*, per sè e suoi discendenti.

S'invita quindi chiunque abbia interesse, a presentare le sue opposizioni nel termine di quattro mesi stabilito dall'art. 122 del R. decreto 15 novembre 1865 per l'ordinamento dello stato civile.

Parma, 10 agosto 1879.

3681 Dott. ANTONIO LOMBARDI.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Nel giorno 8 ottobre 1879 innanzi il Tribunale civile di Roma, 2° periodo feriale, si procederà alla vendita giudiziale in grado di aumento di sesto del seguente fondo espropriato in danno del sig. Tommaso Bruni ed avv. Pietro Pontani ad istanza del sig. avv. Giovanni Frascari.

Utile dominio del terreno vignato, olivato, seminativo, posto in Frascati, vocabolo Protoporzio, segnato in mappa sezione 2ª, nn. 1022, 1023, 1024, di diretto dominio di Massimi, lire 408 86.

Roma, 11 settembre 1879.

4140 CIRO MARINI proc.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Nel giorno 15 ottobre 1879, innanzi il Tribunale civile di Roma, secondo periodo feriale, si procederà alla vendita giudiziale a primo ribasso del seguente fondo espropriato in danno del signor Gaetano Baldazzi, ad istanza del signor Giovanni De Angelis:

Primo piano della casa situata in Genzano Romano, via dei Cappuccini, n. 6, iscritta al censo sotto i numeri di mappa 422 sub. 1, 423 sub. 1, 424 sub. 1, confinante, ecc., gravato dell'annua imposta erariale di lire 20 75.

L'incanto verrà aperto sul prezzo di lire 3060.

Roma, 11 settembre 1879.

4141 PIO GRASSI proc.

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — TIP. EREDI BOTTA